



Projet de loi 269 : Loi d'exécution des mesures budgétaires

**Mémoire du SCFP-Ontario au Comité permanent des finances et
des affaires économiques**

13 avril 2021

Merci pour la présente occasion de présenter notre point de vue au sujet du projet de loi 269 et du récent budget du printemps de votre gouvernement : *Plan d'action de l'Ontario : Protéger la santé de la population et notre économie*. La division ontarienne du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP-Ontario) est le plus grand syndicat de la province avec plus de 280 000 membres. On trouve des membres du SCFP dans la santé, les municipalités, les conseils scolaires, les services sociaux et l'enseignement postsecondaire, où ils fournissent les services de première ligne qui contribuent à faire de l'Ontario un endroit où il fait bon vivre.

Les membres du SCFP travaillent en première ligne pour aider à protéger les Ontariens de la pandémie au quotidien. Nous sommes dans vos salles d'urgence et vos unités de soins intensifs; nous sommes les PSSP dans les maisons de retraite et les établissements de soins de longue durée; nous sommes les ambulanciers qui vous conduisent à l'hôpital en toute sécurité lorsque vous ne pouvez pas vous y rendre vous-même. Les membres du SCFP sont le personnel travaillant dans le domaine de la santé publique, du dépistage et de la recherche des contacts. Un nombre important de membres du SCFP sont également en première ligne pour soutenir les Ontariens. Nous sommes les travailleurs des refuges aidant les sans-abri. Nous sommes les éducateurs en garderie qui soutiennent les parents, œuvrant dans les services essentiels. Nous sommes dans les salles de classe pour aider nos enfants à apprendre. Nous sommes les travailleurs des services essentiels qui doivent se présenter au travail pour veiller à ce que nos collectivités continuent de fonctionner : les éboueurs, les conducteurs de déneigeuse, les spécialistes de l'eau potable, les travailleurs des transports en commun et les hydroélectriciens.

Une fois de plus, nous sommes au milieu d'une vague dévastatrice de COVID-19. Une fois de plus, nos décomptes quotidiens et hebdomadaires de cas de COVID-19 battent des records. Nos unités de soins intensifs débordent et le nombre quotidien de décès augmente. Il y a un hôpital de campagne en dehors de Sunnybrook. Les Ontariens ne peuvent pas obtenir les chirurgies dont ils ont besoin parce qu'il n'y a plus de place ou de ressources dans notre système hospitalier affamé. Les écoles sont fermées parce que les conseils scolaires n'ont pas les ressources nécessaires pour les garder ouvertes en toute sécurité. Des centaines de milliers de parents accomplissent un triple devoir en tant que gardiens, travailleurs et enseignants suppléants. D'énormes éclosions continuent de se propager par le biais des secteurs de la fabrication et de l'entreposage où les travailleurs marginalisés et précaires ont peu de droits en milieu de travail et n'ont pas accès à des congés de maladie payés. Les quartiers avec un nombre disproportionné de travailleurs essentiels et de logements surpeuplés sont devenus des zones chaudes qui stimulent la propagation de cette maladie dans toute la province.

C'est simple : personne n'est en sécurité à moins que tout le monde ne le soit. Malheureusement, votre gouvernement ignore ceux qui courent le plus de risques au péril de nous tous.

Dans plusieurs présentations prébudgétaires et postbudgétaires, le SCFP-Ontario a recommandé à votre gouvernement d'envisager un changement d'orientation. Nous avons demandé que vous renforciez les services publics qui font le gros du travail pendant cette pandémie au lieu de les couper et que vous remédiez aux inégalités qui entraînent des taux de transmission de la COVID-19 plus élevés dans les communautés à faible revenu et racisées. Nous vous avons demandé de laisser tomber l'austérité et les coupes dans les services publics pour soutenir avec enthousiasme les services publics qui assurent le fonctionnement de nos communautés. Dans trois budgets ou énoncés économiques successifs, vous n'avez pas suivi ce conseil. Résultat : vous n'avez pas réussi à maîtriser cette pandémie.

De plus, le plan de votre gouvernement pour assurer la reprise économique après la pandémie est lamentable. Nos voisins du sud ont livré un budget de relance qui fait de plus grands progrès pour renforcer les services publics et assurer un soutien immédiat que n'importe lequel de vos budgets. Le moment est venu de reconnaître que le gouvernement de l'Ontario doit répondre directement aux besoins des femmes, des travailleurs précaires et de nos collectivités afin de favoriser une reprise économique vigoureuse. Le moment est venu de reconnaître que nous devons nous attaquer aux inégalités sociales et économiques qui ont été exposées et exacerbées par la pandémie afin d'augmenter les revenus et de veiller à ce qu'aucun Ontarien ne soit laissé pour compte.

Au lieu de cela, votre budget reprend les mêmes rengaines qui n'ont pas réussi à assurer la sécurité des gens, à protéger les emplois et à renforcer nos communautés.

Voici notre réponse à votre budget actuel et les changements que nous recommandons :

Le financement des programmes publics est affamé au moment où nos communautés ont besoin de plus de soutien.

Ce que la pandémie a mis en évidence, c'est à quel point nous dépendons de nos programmes publics pour notre santé et notre bien-être. Des années de compressions budgétaires de la part de votre gouvernement et des gouvernements précédents ont mis les services publics de l'Ontario à rude épreuve. Il faut allouer plus d'argent aux enveloppes de base de ces précieux services, maintenant et à l'avenir. Il faudrait annuler les coupes budgétaires des budgets précédents. Et votre gouvernement devrait, **au minimum**, augmenter les dépenses en fonction de l'inflation et de la croissance démographique. Après des années de sous-financement de ces services essentiels, des fonds supplémentaires sont également nécessaires pour stabiliser les services publics.

Votre budget annonce à tort que les dépenses dans les programmes de base augmenteront en moyenne de 3,0 pour cent par année de 2019-2020 à 2023-2024. En réalité, ce chiffre comprend de nombreuses réductions d'impôt et subventions aux entreprises de la catégorie « autres programmes », ce qui fausse la moyenne haussière des dépenses. Si on supprime cette enveloppe « autres programmes » du total, les services publics tels que la santé, l'éducation, l'enseignement postsecondaire, les services sociaux et à l'enfance et la justice reçoivent tous des augmentations minimales bien inférieures à l'inflation et à la croissance démographique. Deuxièmement, votre gouvernement a mis en œuvre d'énormes réductions nettes des dépenses de programmes dans le budget 2019-2020. Cachées derrière des changements comptables, les réductions de financement de ces précieux programmes ont diminué les budgets globaux d'un à onze pour cent par rapport à l'année précédente. Si nous examinons les augmentations annuelles de ces programmes depuis 2018-2019, seules l'éducation (moins de 0,9 pour cent par année) et la santé (un peu plus de 2,0 pour cent par année) représenteraient une augmentation nette. Les « augmentations » annoncées actuellement ne compensent pas les coupes précédemment mises en œuvre.

Augmentation des financements (réductions de 2018 à 2024)

	2018-19 (G \$)	Projection 2023-24 (G \$)	Augmentation totale (%)	Augmentation annuelle moyenne (%)
Santé	64,2	72	12,15 %	2,43 %
Écoles	30,1	31,5	4,65 %	0,93 %
Postsecondaire	12	11,2	-6,67 %	-1,33 %
Services sociaux et à l'enfance	18,7	18,1	-3,21 %	-0,64 %
Justice	5	4,7	-6,00 %	-1,20 %

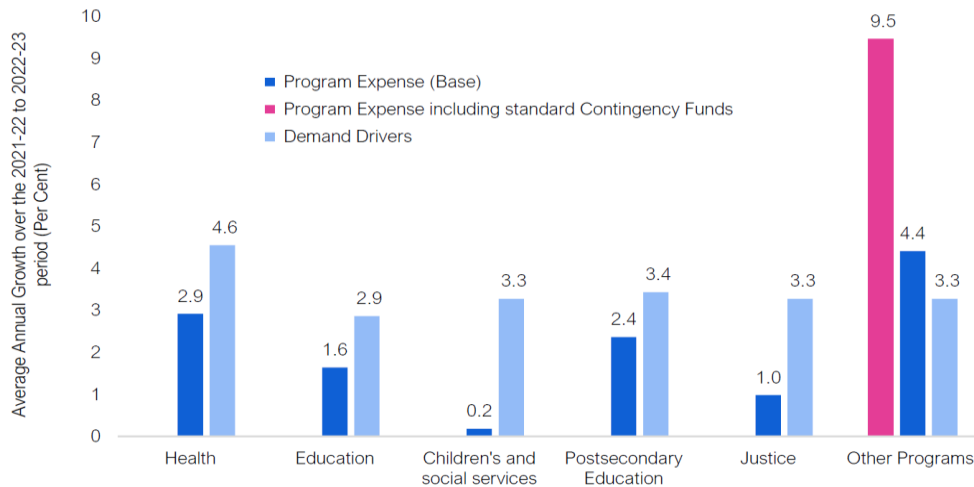
L'enseignement postsecondaire, qui est essentiel à notre reprise économique, connaîtra une réduction nette de plus de **six pour cent** ! L'Université Laurentienne, l'une des rares universités accessibles aux Ontariens du Nord, a déposé une demande de protection contre les créanciers, éliminé d'importants départements et mis à pied des centaines d'employés. De nombreuses autres petites universités sont dans une situation financière similaire. Le financement de base cette année est identique à celui de l'année dernière, et les collèges et universités n'ont reçu aucun financement pour atténuer les effets de la COVID-19.

De plus, les programmes des services sociaux et à l'enfance ont connu une réduction nette de plus de trois pour cent. Ces programmes sont essentiels à notre lutte contre la pandémie. Ils sont en première ligne du déploiement de la vaccination dans les communautés marginalisées, et ils seront appelés à réparer les dommages sociétaux causés par cette pandémie pour les années à venir. Ils ne reçoivent pas le soutien dont ils ont besoin pour soutenir les Ontariens.

En effet, le Bureau de la responsabilité financière estime que le financement de ces programmes clés demeure bien en deçà des moteurs de la demande (inflation et population).



Figure 4-4: Base program expense growth in key sectors will not keep pace with demand drivers*



Note: The average annual growth rates over the 2021-22 to 2022-23 period in different sectors refer to base program spending and do not include any COVID-19 related spending.
* Demand drivers reflect factors such as population growth, aging and consumer price inflation.
Source: 2020 Ontario Budget and FAO.

Le SCFP-Ontario vous recommande de reconsidérer les niveaux de financement proposés et de mettre en œuvre une augmentation significative du financement de base de la santé, de l'éducation, des services sociaux et à l'enfance, de l'enseignement postsecondaire et de la justice.

Ce budget ne fournit pas les fonds pandémiques nécessaires pour permettre aux programmes de fonctionner de manière sûre et efficace ou de se rétablir une fois la pandémie terminée.

Votre budget prévoit une baisse substantielle du financement de la pandémie, qui passera d'environ 20 milliards de dollars en 2020-2021 à 6,7 milliards de dollars en 2021-2022.

La forte baisse du financement de la pandémie est trop optimiste, car le besoin est toujours grand. Bien que des vaccins soient maintenant disponibles, il faudra un certain temps avant que toute la population ne soit vaccinée. Les variants se propagent rapidement et sont plus dangereux que le virus original de la COVID-19. Nos services de santé sont encore au point de rupture. Le nombre de chirurgies reportées est dangereusement élevé. L'impact de la pandémie sur la perte de revenus de l'État se fera sentir pendant la majeure partie, sinon la totalité, de 2021-2022 et pour une bonne partie de 2022-2023. De plus, les écoles et les garderies ont besoin de soutiens supplémentaires pour rester ouvertes et permettre aux femmes de réintégrer le marché du travail.

Le financement pour les chirurgies reportées représente moins de la moitié de ce qui est et sera nécessaire :

L'annonce par le gouvernement d'environ 300 millions de dollars pour remédier aux chirurgies reportées ne résorbera pas la liste d'attente de si tôt. Si l'Ontario devait égaler la stratégie fructueuse de la Colombie-Britannique pour réduire la liste d'attente en chirurgie causée par la COVID-19, il faudrait investir environ 725 millions de dollars en fonction de notre population plus importante. Comme nous l'avons affirmé dans notre présentation prébudgétaire, le simple fait qu'elles soient « électives » ne rend pas ces chirurgies sans importance. Le retard dans les chirurgies électives peut entraîner des déficiences permanentes. Les Ontariens ont besoin de ces procédures et les hôpitaux de l'Ontario ont besoin de ressources.

Le budget ne compense pas les pertes de revenus importantes ou les augmentations des dépenses des programmes publics :

Les municipalités, les universités et les garderies font toujours face à des pertes de revenus dévastatrices. Les municipalités ont subi des pertes de revenus substantielles en raison de l'annulation des programmes de loisirs, des camps de jour, des locations de patinoires et de centres communautaires. Les universités et collèges publics ont enregistré une baisse importante des frais de scolarité en raison de la baisse des inscriptions d'étudiants internationaux. Les garderies, dont la marge bénéficiaire a toujours été très mince, ont été particulièrement touchées par la pandémie. Plus de 170 garderies ontariennes ont fermé depuis le début de la pandémie et de nombreuses autres fonctionnent au jour le jour.

Fait significatif, les écoles, qui ont été autorisées à puiser dans leurs réserves pour tenter d'atténuer les pires conséquences de la pandémie, ne verront pas ces réserves reconstituées. Cela signifie que les conseils devront réduire leur budget de fonctionnement pour faire face à des dépenses comme les réparations, les indemnités de départ et d'autres passifs.

Ces services publics sont essentiels à notre lutte contre la pandémie et à notre reprise économique par la suite. Ils auront besoin de fonds supplémentaires pour fonctionner adéquatement.

Au lieu de donner 400 dollars aux parents d'élèves, on ferait mieux de dépenser cet argent pour garder les écoles ouvertes et sûres.

Bien que les parents accueillent probablement bien la subvention de 400 dollars par élève du primaire et du secondaire (500 dollars pour les enfants ayant des besoins particuliers) pour couvrir une partie des coûts de l'enseignement à domicile pendant la pandémie, l'argent dépensé par le gouvernement en subventions aux parents aurait été mieux dépensé sur les priorités réelles des parents : garder les écoles ouvertes en toute sécurité. Le SCFP a de nombreuses suggestions sur la façon dont cela pourrait être fait, comme nous l'avons souligné dans nos précédentes présentations budgétaires. Ironiquement, le coût au maintien des enfants à l'école aurait probablement été le même, voire inférieur, aux 1,8 milliard de dollars qu'il en coûtera pour remettre aux parents un chèque de 400 dollars par enfant.

Dans presque tous les cas, 400 ou 500 dollars ne paieront même pas un mois de garde après l'école ou une semaine d'inscription à un camp de jour, mais cela n'a guère d'importance, car le gouvernement n'assure toujours pas la sécurité de l'un ou de l'autre.

L'école est essentielle à la santé, à la croissance et au développement des enfants. La mauvaise gestion par le gouvernement de la réouverture des écoles en septembre et l'incertitude persistante dans le secteur de l'éducation au sujet des ouvertures/fermetures d'écoles et des mesures de santé et de sécurité nuisent aux élèves, au personnel et aux parents. Contrairement à un chèque aux parents, un investissement de 1,8 milliard de dollars dans notre système scolaire aurait profité aux enfants ontariens pendant de nombreuses années.

Ce budget ne permettra pas aux femmes de retourner au travail.

Comme votre budget le souligne à juste titre, les travailleuses ont été affectées de manière disproportionnée et défavorable par la pandémie. Les femmes sont surreprésentées dans les secteurs les plus durement touchés par les fermetures économiques et étaient donc plus susceptibles de perdre leur emploi en raison de la COVID-19. En outre, des milliers de femmes ont été forcées de quitter leur emploi à cause de la fermeture des écoles et des garderies. À un moment donné, la participation des femmes à la population active (partout au Canada) est passée de plus de 75 pour cent à 68,5 pour cent, un taux jamais vu depuis quarante ans.¹

Nous n'avons pas besoin d'une autre étude sur la participation des femmes au marché du travail pour savoir ce qui est nécessaire. Notre reprise économique exige que les femmes reçoivent le soutien dont elles ont besoin pour réintégrer le marché du travail.

Votre budget présume à juste titre qu'un élément clé de la réintégration des femmes sur le marché du travail consiste à répondre à leurs besoins en matière de garde d'enfants.

¹ Scott, Katherine. « Women's Work and COVID19: Priorities for supporting women and the economy ». *Centre canadien de politiques alternatives*, 8 mars 2021.

Malheureusement, un crédit d'impôt supplémentaire ponctuel de 250 dollars pour la garde d'enfants est loin d'être suffisant.

Ce crédit d'impôt ne représente qu'une infime partie du coût réel de la garde d'enfants. En outre, cela ne servira à rien si les femmes ne trouvent pas de places sûres et abordables où laisser leurs enfants pendant qu'elles travaillent.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, les garderies ont été durement touchées par la pandémie et bon nombre d'entre elles ont fermé. Si votre gouvernement s'engageait dans une stratégie globale de garde d'enfants abordable, celle-ci aurait le double résultat de créer des emplois qui sont principalement occupés par des femmes et de fournir des places pour que d'autres femmes puissent y laisser leurs enfants en toute sécurité pendant qu'elles retournent au travail. Les crédits d'impôt ne fonctionneront pas. Nous avons besoin de dépenses réelles pour soutenir et créer des services de garde d'enfants publics, abordables et accessibles.

Les écoles et les garderies doivent ouvrir, rester ouvertes, **et** être sûres pour les enfants. Les subventions individuelles ne servent pas ces objectifs critiques.

Le budget ne crée pas les conditions nécessaires à la création de bons emplois.

Une deuxième composante sera la création d'emplois rémunérés décemment. Pour répondre aux besoins de notre société, il faut élargir le secteur public. Il faut aussi réformer intelligemment le droit du travail. Les conditions de travail se sont détériorées sous votre gouvernement. Le salaire minimum devrait être immédiatement augmenté à 20 dollars l'heure et le gouvernement devrait instaurer un minimum de dix jours de congé de maladie payé pour tous les travailleurs.

Le gouvernement refuse également de lever son incursion inconstitutionnelle dans la libre négociation collective (projet de loi 124) et maintient la pression sur les travailleurs et leurs syndicats, les forçant à subir des pertes économiques bien concrètes alors que leur salaire et leurs avantages sociaux perdent encore plus de terrain face à l'inflation. De plus, vous avez insisté pour que le projet de loi 195 et les décrets d'urgence l'emportent sur les conventions collectives, bien qu'il n'y ait aucune preuve que le fait de priver les travailleurs de tous leurs droits est de toute façon utile dans la lutte contre la pandémie.

La pandémie a mis en lumière l'application inadéquate des règles de santé et de sécurité au travail et le manque de ressources pour les inspections en milieu de travail. Pourtant, ce budget ne prévoit aucun engagement à accroître les inspections ou l'application de la loi. Des fonds sont alloués à la formation, mais les inspecteurs en poste sont déjà formés. On a besoin de plus d'inspecteurs et de ressources. Les travailleurs ont besoin de normes plus strictes et appliquées à la lettre.

Autre incapacité à assurer la sécurité des travailleurs, le présent budget ne tient pas compte des recommandations du groupe de travail gouvernemental sur l'assurance sécurité au travail, qui comprend une extension majeure de la *Loi sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents de travail* pour couvrir les secteurs d'emploi qui sont actuellement exclus, en particulier les travailleurs des soins de longue durée et des services aux personnes ayant une déficience intellectuelle. Le budget ne prévoit pas d'argent pour mettre en œuvre ces recommandations et, par conséquent, il semble probable que les travailleurs qui ont été parmi les héros en première ligne les plus essentiels de la pandémie continueront de ne pas être protégés.

Enfin, les travailleurs ontariens veulent un emploi stable, permanent et, dans la plupart des cas, à temps plein qui leur assure la protection des normes du travail provinciales et fédérales. Au lieu de cela, les tendances en Ontario sont un recul de ces emplois et l'essor d'emplois plus occasionnels, à temps partiel, contractuels, à la pièce (« gig work ») et précaires. Pour inverser ces tendances, il faut des normes réelles et un resserrement des lois du travail, ainsi que des réglementations applicables qui couvrent l'économie « à la pièce » en pleine croissance. Le budget et les priorités du gouvernement n'offrent rien de tout cela.

Le gouvernement de l'Ontario a essentiellement ignoré le racisme et la crise de santé publique associée au racisme.

L'année écoulée a peut-être, contrairement à toute autre période de l'histoire de notre province, soulevé la crise de santé publique causée par le racisme anti-noir, anti-autochtone et d'autres formes de racisme contre les personnes de couleur.

Nous avons vu de la façon la plus brutale les conséquences meurtrières de la discrimination raciale à mesure que les personnes de couleur tombent malades et meurent en plus grand nombre que les Ontariens blancs.

Cette disparité est intolérable dans une société démocratique attachée aux droits de l'homme, et elle ne se corrigera pas d'elle-même ni ne sera corrigée par des demi-mesures.

Les 1,6 million de dollars alloués à la lutte contre le racisme sont insultants. Aucun programme provincial sérieux d'équité ne peut être mis en place pour ce montant, et il est révélateur que le gouvernement ne donne aucun détail sur ce qu'il fera réellement de cette somme, car cela ne ressemblerait certainement pas à grand-chose.

En outre, deux des principales causes structurelles des disparités en matière de santé selon la race sont la surreprésentation des personnes racisées dans les logements surpeuplés et mal entretenus, ainsi que la surreprésentation des personnes racisées dans les emplois peu rémunérés, qu'elles ont trop souvent du mal à garder parce qu'elles n'ont pas accès à des services de garde d'enfants abordables.

Ce budget ne comprend pas de nouveaux investissements dans le logement. Les nouvelles places en garderie promises en 2019 ne se sont toujours pas matérialisées. Et nous avons déjà noté plus haut les échecs de ce budget à créer des emplois décentes et à augmenter les salaires et les normes de travail pour ceux qui occupent des emplois faiblement rémunérés.

Ces échecs touchent tous les Ontariens. Mais il est maintenant clair qu'ils affecteront les personnes racisées dans une proportion et une gravité plus grandes. En l'absence de plan et de peu de ressources pour atténuer ces dommages, le budget exacerbe davantage le racisme et les disparités raciales en Ontario plutôt que de s'appliquer à y remédier.

Le budget poursuit l'énorme transfert de richesse des contribuables individuels vers des sociétés déjà riches alors que le contraire devrait se produire.

Encore une fois, le budget de votre gouvernement n'a pas tenu dûment compte du volet recettes de l'équation comme outil de rétablissement après la pandémie. L'augmentation de l'impôt des entreprises rentables et des personnes les plus riches générerait des milliards de dollars en revenus qui pourraient être utilisés pour stopper la propagation de la COVID-19 et atténuer les pertes des personnes et des entreprises les plus durement touchées par la pandémie. Nous vous renvoyons à la présentation prébudgétaire du SCFP-Ontario, dans laquelle nous vous proposons de chercher à accroître les revenus en augmentant le taux d'imposition des sociétés et en instaurant un impôt supplémentaire sur la fortune du un pour cent supérieur des Ontariens les plus riches. Au lieu de cela, le refus obstiné et constant de votre gouvernement de même tenir compte que du volet recettes du budget nuira à long terme au bien-être économique de l'Ontario.

Au cours des dernières années, votre gouvernement a proposé des réductions d'impôt permanentes et des subventions totalisant plus de 6,6 milliards de dollars par année. Ces programmes permanents ne s'adressent pas nécessairement aux entreprises qui souffrent de la pandémie. L'aide temporaire aux entreprises touchées par la pandémie ajoute près de 4 milliards de dollars à ce montant.

Les entreprises ne sont pas tenues de créer de nouveaux emplois pour profiter de cette manne fiscale. Même les entreprises qui n'ont pas connu de ralentissement ou qui se sont entièrement rétablies auront accès à la plupart de ces subventions et allègements fiscaux permanents. Alors que nos services publics — qui créent des milliers d'emplois et soutiennent des milliers d'emplois connexes — sont à court de financement, la plus forte augmentation de dépenses dans votre budget est destinée à subventionner les entreprises.

Ce budget ne relancera pas l'économie.

À un moment où l'action gouvernementale est désespérément nécessaire, votre budget est très passif, n'offrant presque aucune nouvelle idée ou innovation. Il y a peu de choses dans le budget qui s'adressent directement aux Ontariens qui ont le plus souffert de la pandémie. On n'y trouve pas de possibilités directes de création d'emplois. Outre les réductions d'impôt et les subventions aux entreprises, la principale dépense du présent budget pour la reprise économique est un crédit d'impôt de 260 millions de dollars pour la formation professionnelle. Ce montant, qui est bien en deçà de ce qui est nécessaire au redressement économique après la pandémie, ne profitera probablement pas non plus à ceux qui ont été le plus touchés par la pandémie. Ces personnes n'ont pas l'argent nécessaire pour investir dès le départ dans les frais de scolarité ou la formation afin d'obtenir le crédit d'impôt l'année prochaine. Les femmes ne pourront pas retourner aux études pour se recycler tant que les écoles seront fermées et que les places en garderie seront rares. En effet, ce fonds misérable sera probablement accessible aux personnes qui ont des ressources, laissant encore plus loin derrière ceux qui sont démunis. Les crédits d'impôt ne sont pas des programmes et ils ne sont souvent pas accessibles à ceux qui en ont le plus besoin.

Partout dans le monde, les gouvernements mettent en œuvre des plans de relance économique ambitieux et stimulants. De nombreux économistes estiment qu'il faut relancer l'économie directement en s'attaquant aux disparités de revenus qui existaient avant la pandémie, mais qui se sont aggravées au cours de l'année écoulée. L'augmentation de l'impôt des riches et la reconstruction d'un vaste service public constituent des éléments majeurs de la solution. Le gouvernement conservateur du Royaume-Uni a augmenté l'impôt sur le revenu des sociétés de 19 pour cent à 25 pour cent. Les États-Unis ont également proposé de fortes augmentations de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur la fortune, en plus de mettre en œuvre un plan ambitieux visant à renforcer les services publics et à remédier aux inégalités sociales. Malheureusement, votre budget prépare le terrain pour une reprise économique sans éclat qui fera croupir l'Ontario derrière d'autres États plus avant-gardistes.

Une fonction publique saine et bien financée crée de bons emplois. Cela crée une société fonctionnelle qui soutient les Ontariens lorsqu'ils sont confrontés à l'adversité. Cela favorise l'innovation et la créativité, car les gens se sentent en sécurité pour prendre des risques.

Encore une fois, nous vous exhortons vivement à changer d'orientation et à investir dans les services de l'Ontario qui nous permettront vraiment de mieux nous reconstruire.